

La LDH soutient

L'Escale

de Kaveh Bakhtiari,
réalisateur suisse (d'origine iranienne)
Sortie le 27 novembre 2013



Athènes n'est pas l'escale de touristes en transit pour les migrants Iraniens. *L'Escale* est le lieu où ils ont échoué, victimes de passeurs escrocs à qui ils avaient payé un aller simple pour des villes bien plus « accueillantes » dans leur imagination. Ils sont des survivants de traversées pleines de dangers et ont vu des compagnons d'infortune se noyer ou disparaître.

Tourné avec une petite caméra numérique le film est une immersion totale au sein d'une drôle de famille recomposée. Dans ces temps où l'on décompte régulièrement les migrants noyés en Méditerranée, ce film nous montre une fois encore l'absurdité des politiques d'asile et d'immigration européennes.

La maison à la tourelle de Eva Neymann



La réalisatrice ukrainienne Eva Neymann s'est inspirée de la biographie de l'écrivain russe Frédéric Gorenstein. Le film retrace l'histoire d'un petit garçon de huit ans pendant la guerre. Orphelin de père, il voyage avec sa mère dans un train bondé pour retrouver son grand-père et sa maison. La jeune femme meurt du typhus et l'enfant, seul, réussit à reprendre un train pour rentrer chez lui, à Samara, dans le sud-est de l'Ukraine.

On est transporté à la fois dans l'histoire, dans le monde des contes russes et dans l'intimité pudique d'un petit garçon. On ne voit que ce que voit l'enfant, sans pathos ni explication, sans jugement moral. Sans non plus de propos historique ou politique. Au spectateur de réfléchir sur l'histoire de l'URSS pendant la Deuxième guerre mondiale, sur la guerre et la paix ou sur les droits de l'enfant.

projection-débat le mercredi 20 novembre à 20h, à l'Espace Saint-Michel, en présence de **Gilles Manceron**, historien, coresponsable du groupe de travail « Mémoire, histoire, archives », et de la réalisatrice.

DIALOGUE

d'après les **Ennemis complémentaires** de Germaine Tillion

avec Eric Auvray, Sophie Millon,
Fatima El Hassouni, Niddal El Mellouhi

Judi 21 novembre 2013
Mercredi 27 novembre 2013
Judi 28 novembre 2013
A 20 h 30
Crypte Saint Sulpice
33 rue Saint Sulpice
75006 PARIS
Métro Saint Germain des près /
Odéon / Saint Sulpice
Tel. 01 49 26 09 95 - www.theatre-averse.org



LES EMISSIONS SUR RADIO LIBERTAIRE 89.4 FM



Chaque mois, une section de la Ligue des Droits de l'Homme est invitée à construire une émission de deux heures, diffusée le vendredi dans le cadre de "L'invité du vendredi" de 19h à 21h.
6 décembre : Paris 7

A la réunion de section du jeudi 12 décembre

TORTURE EN DEMOCRATIE



PROCÈS DE SONJA SUDER ET CHRISTIAN GAUGER

Amparo Ibanez et Irène Terrel (sous réserve) viendront nous parler du procès contre Sonja Suder et Christian Gauger deux présumés activistes allemands venus se réfugier en France en 1978.

Ce procès aura été l'occasion d'évoquer l'atmosphère qui régnait en Allemagne pendant cet automne allemand et de mettre en lumière les nouvelles règles européennes en matière d'extradition. La France, l'Italie, l'Espagne pour ne citer que ces pays européens ont été à plusieurs reprises condamnés par la Cour européenne au titre de l'article 3 (interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains et dégradants).

Ce procès exemplaire à plus d'un titre aura eu le mérite de nous inciter à la réflexion sur des questions d'une brûlante actualité telles que : Des états d'exceptions sont-ils tolérables et compatibles avec la démocratie, la torture peut-elle être légitimée en démocratie ?

à la Maison des Associations, 11 rue Caillaux, 75013
Métro Maison Blanche
accueil à partir de 19h30

jeudi 9 janvier 2014 réunion de reprise de carte

avec Jean-Marie Delarue
Contrôleur général des lieux de privation de liberté



Actualités

de la section Paris 5^{ème} - 13^{ème}

Contacts

n°30 - novembre 2013

Permanence d'aide et d'information juridique des étrangers:
le samedi matin de 10h à 12h à la Maison des Associations, 11 rue Caillaux - 75013
M° Maison Blanche

Permanence étudiants étrangers (RUSF/LDH)
Le samedi matin de 10h à 12h à la faculté de droit
12 place du Panthéon 5ème

Contacts :
Camille Billmann
billmann.camille@neuf.fr
Marion Ballet:
06 64 66 78 01

Ligueurs au prétoire:
Contacts :
Marianne Wolff
marianne.wolff@wanadoo.fr
01 45 81 69 15

Alice Bertin
alice.bertin0086@orange.fr
01 42 72 55 35
06 76 74 81 71

Diffusion des tracts:
Actuellement :
marchés Blancqui - Jeanne d'arc - Maison Blanche, Mouffetard le dimanche matin, selon actualité et disponibilités - et d'autres lieux selon les contenus traités

Contact : Martine Common : common.martine@wanadoo.fr

RESF
Permanences:
tous les samedis de 10h à 12h - les 2ème et 4ème mercredis de 15h à 17h à la Maison des Associations, 11 rue Caillaux - 75013
M° Maison blanche
Contact : Jocelyne Vaudenay jvaudenay@gmail.com

Groupe Etudiants:
Contact:
Paul Robin pau.robin@gmail.com

Une république bananière * ?

Christiane TAUBIRA est une femme politique. Elle assure la responsabilité politique d'un grand ministère régalien, celui de la Justice. Jusqu'à plus ample informé, elle l'a normalement assumée et même, vu en termes de Défense de Droits de l'Homme, elle a défendu une position courageuse face au ministère de l'Intérieur.

En tant que femme politique, elle est bien sûr soumise à la critique sur son action politique, mais en principe **pas pour sa couleur de peau**.

En d'autres temps, pourtant sous un régime classé à droite et conservateur, Gaston MONNERVILLE, de famille martiniquaise et né en Guyane, a été 10 ans Président du Sénat, 2° personnage de l'Etat en termes protocolaires, sans que personne n'y trouve à redire sauf quelques excités d'extrême droite.

Madame TAUBIRA est d'origine guyanaise, **et** c'est une femme, cela autoriserait-il toutes les outrances ?

Déjà présentes au moment du vote de la loi sur le "mariage pour tous" les insultes racistes à l'égard de Mme Taubira s'étendent depuis quelques semaines. Dans la bouche d'une enfant, dans celle d'une candidate FN et maintenant à la une d'un hebdomadaire.

Le plus inquiétant et le plus triste dans cette affaire est la faible réaction et le retard à la condamnation de telles attitudes ouvertement racistes par le corps social, politique, associatif, etc. Cette attitude, on ne l'avait plus ouvertement connue depuis l'époque coloniale et l'avant-guerre.

Le racisme n'est pas une opinion, c'est un délit, une réponse judiciaire est indispensable*. Comme le remarque Mme Taubira : « Des millions de gamines savent qu'on peut les traiter de guenons dans les cours de récréation ! »

Devant tous ces dangers menaçant la vie démocratique de notre pays, nous nous élevons pour condamner avec virulence des propos et comportements que nous aurions voulu croire révolus, et qui portent atteinte à la dignité de tout être humain.

L'équipe d'animation.

*Expression que nous reprenons à Yann Moix, lauréat du Renaudot 2013, dans la lettre ouverte qu'il a adressée à Christine Taubira le 7 novembre 2013.

*Le Conseil représentatif des associations noires de France (Cran) a déposé plainte pour injure raciale contre l'ex-candidate FN aux municipales qui avait comparé Christine Taubira à un singe.

Le parquet de Paris a ouvert une enquête pour injure publique à caractère racial, mercredi 13 novembre, après que le premier ministre Jean-Marc Ayrault a saisi le procureur de la République de Paris au sujet de la "une" de l'hebdomadaire d'extrême droite Minute.

SOS racisme et le MRAP ont également annoncé qu'ils portaient plainte contre l'hebdomadaire pour "injure raciste et provocation à la haine raciale"

Mettons la haine hors-jeu

Communiqué de la LDH

Allocution de M. Pierre Tartakowsky, Président de la Ligue des droits de l'Homme, lue par Madame Nadia Doghramadjian, secrétaire générale adjointe, lors du rassemblement qui s'est tenu à Angers le 11 novembre 2013 en présence de plus de 1.500 participants et de nombreux élus.

Les agressions répétées, ouvertement et pleinement racistes dont la ministre de la Justice Christiane Taubira a été la cible indiquent clairement que nous avons affaire à une offensive assumée, concertée, froidement haineuse. Elles s'inscrivent en effet dans une trop longue liste de « dérapages » détestables.

Il y a eu cette déclaration hallucinante du député-maire de Cholet, à ce jour toujours membre de l'UDI, à propos des Roms : « Hitler n'en a peut-être pas tué assez ». Il y a eu le maire de Croix, dans le Nord, affirmant qu'il serait aux côtés de l'un de ses administrés s'il « commettait l'irréparable » à l'encontre d'un Rom... Il y a eu ce sénateur confiant à la cantonade qu'il avait « vraiment envie » de tirer sur François Hollande et la répartie du maire de Marseille, lui proposant obligeamment une Kalachnikov...

Ces saillies pseudo humoristiques ou soi-disant « maladroites » alimentent une foule de propos et d'actes de violence et toutes, contribuent à la fragmentation de notre société, tout en nous inscrivant collectivement dans une logique de désignation de boucs émissaires.

Cette remontée sidérante de pratiques et de discours qu'on pensait exorcisés n'est pas sans lien avec les consultations à venir. Mais les ramener à une simple poussée de fièvre préélectorale serait s'aveugler à bon compte et sous-estimer le danger.

Au-delà des femmes, des hommes et des populations prises pour cibles, c'est le débat démocratique qu'on vise, et en plaçant ses valeurs hors jeu c'est la République qu'on veut atteindre.

Cette tentative d'OPA sur le débat public n'est donc pas que malsaine, elle est criminelle ; le racisme est certes odieux, mais c'est surtout un délit. La panacée de l'exclusion est évidemment un mensonge, mais c'est aussi et surtout, une invitation à la violence.

C'est pourquoi nous affirmons notre solidarité militante et civique avec toutes celles et ceux qui en sont la cible. C'est pourquoi nous en appelons à une réaction ferme de la puissance publique mais aussi de la société civile. Il s'agit de mettre hors jeu tous ceux, toutes celles qui propagent la haine tout en se réclamant de la démocratie. Il revient aux citoyens, aux médias et aux élus de la République d'y contribuer, chacun à sa place, en veillant à la qualité des débats publics, en dénonçant sans complaisance ce qui relève de l'infraction à la loi, de l'incitation à la haine, en rejetant ceux qui investissent et spéculent sur le marché de la peur et de la haine.

Face aux démagogues et à ceux qui font preuve de compréhension à leur égard, la Ligue des droits de l'Homme le réaffirme solennellement : la République n'a d'avenir qu'égal, solidaire et fraternelle.

Paris, le 11 novembre

Les groupes de travail de la Ligue

Le groupe de travail Europe est chargé de réfléchir aux enjeux pour les droits de l'Homme qui sont posés par la construction de l'Union européenne et ainsi d'alimenter les prises de positions que la LDH est amenée à prendre.

Ce travail de réflexion et de propositions se fait en complémentarité du travail effectué par l'Association Européenne des Droits de l'Homme (AEDH). Cette dernière suit particulièrement les sujets les plus directement liés au respect des droits de l'Homme avec les droits des minorités, les droits des étrangers et des migrants, la garantie des libertés avec les usages des techniques informatiques, etc.

Quant à lui, depuis l'an dernier, le groupe de travail travaille sur les faiblesses structurelles de la construction européenne et, avec la crise, ses conséquences pour l'accès aux droits dans l'ensemble de l'Union européenne (travail mené avec le groupe de travail "emploi"). Il va aussi inscrire ses prochains travaux dans les campagnes que la LDH va mener pour la participation au vote aux élections européennes du printemps 2014.

Pour participer aux réunions, il convient de s'inscrire et l'on reçoit alors les éléments pour pouvoir y assister. (Contact dans notre section : Jan-Robert Suesser)

"Europe : quelles sorties de crises ?"

Université d'automne de la LDH

samedi 23 et dimanche 24 novembre
Espace Reuilly - 21, rue Hénard - Paris 12 -
M^o Montgallet ou Dugommier.
Programme et bulletin d'inscription ici : <http://www.ldh-france.org/19e-universite-d-automne-de-la-LDH.html>

Anniversaire de la signature de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) : mercredi 20 novembre

Une soirée-débat à la mairie du 18^e arrondissement marquera le lancement d'un mois de manifestations sur ce thème dans le 18^e. A cette occasion, seront présentés deux outils importants : une brochure réalisée par la fédération de Paris présentant le texte de la CIDE et une clé USB rassemblant des contenus très riches sur ce sujet, réalisée par l'association Graines de citoyen (collectif d'associations du 18^e arrondissement). Ensuite, la Fédération de Paris de la LDH organise 4 événements aux 4 coins de Paris pour promouvoir les droits de l'enfant, dans le contexte particulier du sport : L'après midi du **27 novembre de 14 h à 16h**, il s'agit pour des centaines de jeunes encadrés par les moniteurs de l'USEP (<http://www.usep.org/>) de jouer au foot au cours d'un tournoi de foot équitable et d'échanger ensuite sur les discriminations dans le sport.

Durant l'après midi, des militants de la Ligue des droits de l'Homme distribueront aux enfants (et à leurs parents) des brochures présentant le texte de la Convention et un prospectus intitulé "La discrim'hors jeu". Des clés USB contenant des informations sur les droits seront remises aux animateurs et enseignants. Des médailles souvenir seront remises à tous les participants.

L'opération du 27 novembre se déroulera de 14 à 16 h sur les quatre stades suivants :

- Stade Maryse Hilsz Porte de Montreuil EST
- Stade Jean-Pierre Wimille Porte Dauphine OUEST
- Stade Jules Noël à Porte de Vanves SUD
- Stade des Poissonniers NORD

A ceux qui n'iront pas sur les stades:

Venez commémorer l'anniversaire de la CIDE dans le 13^{ème}, en assistant ce 20 novembre au Parrainage républicain pour les familles, jeunes majeurs, ou mineurs isolés sans-papiers



organisé par RESF Paris 5e-13e et la Mairie du 13^{ème} à partir de 18h. Vous y êtes bienvenus.

Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.

NON À LA COLONISATION.

Le 17 novembre 2013, François Hollande se rendra en Israël et en Palestine pour une visite d'État. La Ligue des droits de l'Homme est extrêmement attentive à ce que le président de la République, qui portera la parole de la France, puisse ainsi prendre la mesure du blocage total de la situation du fait de la seule volonté d'Israël et le dénoncer.

Paris - 29 novembre 2013

Un « lobby day » - allez à la rencontre de vos élu-e-s

Cette année le 29/11 est un vendredi, jour où les députés et sénateurs sont traditionnellement dans leurs circonscriptions. Pour celles et ceux qui ne l'ont pas encore fait, c'est une occasion d'**aller à la rencontre de votre élu-e local-e, informez le/la sur la colonisation grâce à la brochure de la campagne et obtenez un engagement précis sur l'étiquetage et/ou l'interdiction des produits des colonies** (comme une question écrite à Laurent Fabius ou un communiqué).

Pour celles et ceux qui sont déjà entrés contact avec leurs élu-es, c'est l'occasion de les mobiliser sur le risque de volte face de la France sur la réglementation excluant l'aide européenne des colonies israéliennes, qui montre par ailleurs que l'étiquetage des produits des colonies nécessitera une véritable pression politique pour voir le jour.

Tous les outils sur le site :

<http://www.plateforme-palestine.org>

le mardi 3 décembre à 19h : réunion du groupe de travail « **Etrangers et Immigrés** », au siège de la LDH (138 rue Marcadet, Paris 18). Le thème sera l'accès aux soins des étrangers, l'accès au séjour des étrangers malades, avec l'intervention d'Arnaud VEISSE, médecin du Comede (Comité médical pour les exilés). Réunion ouverte à tous. Contact dans la section : Mylène Stambouli.

Trente ans après, un nouvel appel « contre le racisme et pour l'égalité des droits »



Le collectif national Égalité des droits-Justice pour tou(te)s organise ;dans toute la France une quinzaine pour l'égalité des droits et la justice pour toutes et tous du 25 novembre au 8 décembre.

**Tous en marche, on arrive !
manifestation à Paris
le samedi 7 décembre !**

Départ du Square St Bernard-Saïd Bouziri, devant l'église, et marche jusqu'à la place de la République. Banderole de tête « Marche Égalité des droits/Justice pour touTEs 1983-2013. »

Deux banderoles suivront pour demander :

- la carte unique de 10 ans pour touTEs
- Le droit de vote pour les étrangers.

« Agir pour et avec les Roms, c'est possible »

Colloque national et européen . Co-organisé par la Ligue des droits de l'Homme et l'Association européenne des droits de l'Homme, en partenariat avec la Maison de l'Europe. À la Maison de l'Europe (35-37 rue des Francs Bourgeois, 75004 Paris).

le jeudi 12 décembre de 9h30 à 17h30

Inscriptions gratuites et informations auprès de : Morgane Alarcon -morgane.alarcon@ldh-france.org. Programme de la journée : <http://www.ldh-france.org/Agir-pour-et-avec-les-Roms-c-est.html>

Ce colloque est ouvert au public, aux citoyens, militants bénévoles et professionnels associatifs, ainsi qu'aux collectivités territoriales.